

AC !! Anticorruption

*Bienvenue dans cette édition d'avril 2025 de la newsletter d'AC !!,
éditée par notre association, qui vous propose une synthèse de ses actions.*

Notre association citoyenne et indépendante : défend l'intérêt général, lutte contre la corruption, les atteintes à l'environnement, à la santé, et protège les lanceurs d'alerte.

Actualités

A propos de l'affaire des assistants parlementaires du RN, notre association a publié le communiqué suivant le 31 mars 2025 :



Association AC!! Anti-Corruption

Communiqué de presse de l'association Anticorruption AC

Depuis le rendu du jugement sur l'affaire des assistants parlementaires du RN et la condamnation de nombre d'élu.e.s dont Marine Le Pen, certaines réactions du monde politique sont effarantes. Comment parler de « république des juges » alors que les trois magistrats qui ont condamné le RN et sa présidente l'ont fait au regard des lois votées par la représentation nationale ? Comment oser parler de « démocratie bafouée » alors que quand bien même Madame Le Pen serait dans l'impossibilité de se présenter en 2027, rien n'empêchera son parti d'avoir un ou une candidat.e. Que le RN brandisse ces piteux arguments, après avoir réclamé depuis des années la plus grande sévérité pour les détournements d'argent, c'est déjà insupportable mais que d'autres élu.e.s d'autres partis les reprennent et envisagent non pas de durcir encore la loi mais au contraire de l'adoucir, c'est proprement scandaleux. Comprennent-ils qu'ils minent tout simplement les bases de la République et l'État de droit ? Ont-ils déjà oublié l'affaire Cahuzac, l'affaire Fillon qui sont à l'origine de la peine d'inéligibilité immédiate ? Se demandent-ils parfois d'où vient le taux de plus en plus élevé des abstentions aux différents scrutins ?

AC combat et combattra la corruption d'où qu'elle vienne, de quelque parti que ce soit, et se réjouit que la loi soit appliquée. AC considère même qu'il ne devrait plus être possible à une personne condamnée pour détournement d'argent public ou corruption de se représenter aux suffrages des électeurs. De nombreuses professions connaissent ces interdictions, pourquoi en serait-il autrement pour les élus ? La Charte de l'élu local rappelle qu'« un élu exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité ». AC se demande si tou et toutes connaissent la définition des ces mots...

Le Président d'AC!!

- La défenseure des droits a publié « Le guide du lanceur d'alerte ». Pour de plus amples renseignements, rendez-vous sur son site La Défenseure des Droits :

<https://www.defenseurdesdroits.fr/>

L'AFA, l'Agence Française Anticorruption, vous propose un recueil de fiches pratiques pour vous guider dans une sélection de bases d'information publiques utile à l'évaluation de l'intégrité des [tiers AFA](#).

- A lire ou à relire : La Commission européenne a dévoilé les futurs seuils européens concernant les commandes publiques 2024/2025... #AchatsPublics #MarchésPublics <https://t.co/8AyHqiRVVZ>
- L'écocide est enfin reconnu dans le droit européen. Jeudi 16 novembre 2023, l'Union européenne a trouvé un accord pour durcir la législation sur les crimes environnementaux : https://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/l-union-europeenne-trouve-un-accord-pour-durcir-la-legislation-sur-les-crimes-environnementaux_6188217.html? s=09

Les affaires en cours

6 mars 2025 : #Mayotte : révélation d'une spoliation de terres via notre plainte contre X : [Mayotte Plainte de AC contre X](#)

8 mars 2025 : #affaireHeleneBorel : Article dans REFLETS , (abonnez vous à ce media très pro [reflets.info/articles/soupc...](#)) Notre association a fait plusieurs plaintes contre X, 2 plaintes pour 16 dossiers, d'où les 7 h de perquisition. Nous sommes très satisfait d'avoir été suivi.

14 mars 2025 : Grâce à nos référents, notre association s'étend de plus en plus pour être auprès des citoyens .

Bienvenue à Dominique Mialocq, nouveau référent d'AC pour le département des Pyrenees-Atlantiques :

Dominique Mialocq, nouveau référent d'AC !! Corruption pour le département

Forte de 220 adhérents et 14 référents, AC!! Anticorruption a vocation à intervenir sur tout le territoire national et à ester en justice. L'association fondée récemment par Marcel Claude se veut apolitique et installe actuellement des relais un peu partout en France, comme récemment dans les Pyrénées-Atlantiques. L'association a déposé depuis sa création 110 plaintes,



Dominique Mialocq a été nommé référent 64 par le conseil d'administration d'AC !! Anticorruption. Rodolphe Martin

dont quatre dans les Pyrénées-Atlantiques, en cours de traitement par les instances judiciaires.

Dans le 64, c'est Dominique Mialocq qui a été nommé référent. Ancien chef et fondateur de plusieurs entreprises à la retraite active, il a « gravi un à un, "à la force du poignet", tous les échelons pour arriver à une situation honorable ». « J'ai aussi fait une "incursion" vite refermée en politique (il a été candidat en 2011 aux cantonales pour EELV, NDLR) », explique l'intéressé qui vient d'être nommé par le conseil d'administration de l'association. L'homme a aussi été impliqué dans le tissu associatif local. « Si vous avez des soupçons de corruption, si vous avez des sujets qui vous questionnent ou vous interpellent sur l'éthique, l'environnement, la santé... n'hésitez pas à me contacter (mialocq.dp@orange.fr), je ferai suivre le dossier qui sera d'abord traité par les spécialistes et juristes d'AC !! Anticorruption », lance-t-il.

19 mars 2025 :

#Solgne (57) : scandale immobilier, une plainte de plus et AC n'en revient pas !

[Solgne : encore et encore](#)

20 mars 2025 : AC!! Anti-Corruption en procès , 3 jours au tribunal de Nancy , nous sommes reconnus à victime par le tribunal de l' environnement. Nestlé Waters ne peut continuer impunément à se moquer du monde, Il faut le dire !

[Nestlé Waters](#)

21 mars 2025 : INFO L'ÉQUIPE. Après le Sénat, qui dans le cadre d'une proposition de loi souhaite que la Fédération de foot surveille de plus près la LFP, l'ancien président demande la mise sous tutelle...

AC!! Anti-corruption a porté plainte contre X. PNF et perquisitions ont suivi.

24 mars 2025 : #aeroportNice : PLAINTE CONTRE X de AC!! ANTI-CORRUPTION dans cette affaire qui ne peut que surprendre !

AÉROPORT L'enquête publique sur l'extension du T2 a été menée par une ex-salariée du Département et de la Métropole.

L'enquêtrice visée par une plainte pour prise illégale d'intérêts

PAR AL EXANDRE ORI / AORI@NICEMATIN.FR

« **PRISE ILLÉGALE D'INTÉRÊTS** », peut-on lire sur le signalement d'AC!! Anticorruption. Cette association nationale a saisi le procureur de la République de Nice et porté plainte contre X, estimant que la commissaire en charge de l'enquête publique sur l'extension du terminal 2 de l'aéroport de Nice, « est en situation de conflit d'intérêts du fait de ses fonctions et de l'implication des institutions locales dans le projet ».

Fin janvier 2025, Fanny Azan-Bruhlet a émis un avis favorable. Quand, en parallèle de l'enquête publique, elle était toujours salariée par le Conseil départemental des Alpes-Maritimes, où elle est responsable de projet depuis deux ans¹⁾. Département actionnaire à hauteur de 1% du groupe Aéroports de la Côte d'Azur, gestionnaire et maître d'œuvre du chantier amorcé en mars 2023.

Pour AC!! Anticorruption, une proximité d'intérêts qui interroge au regard du code de l'environnement dont un article stipule : « Ne peuvent être désignés comme commissaire enquêteur (...) les personnes intéressées au projet, soit à titre personnel, soit en raison des fonctions qu'elles exercent, ou ont exercées depuis moins de cinq ans, au sein (...) d'organismes directement concernés par cette opération. »

Employée de deux actionnaires

Ce texte de loi concerne aussi un autre pan de la carrière de Fanny Azan-Bruhlet. De 2021 à 2023, il y a donc moins de cinq ans. Architecte de formation a été employée comme cheffe de service logement de la Métropole Nice Côte d'Azur et de la Ville de Nice. Là encore, deux entités ayant traité à l'extension du terminal 2. D'autant plus pour l'intercommunalité, défénitrice elle aussi d'1% des actions de l'aéroport. Sollicitées, ni la Métropole, ni la Ville, n'ont souhaité commenter.

« Plusieurs éléments de l'enquête publique peuvent être délictuels », assène Marcel Claude. Le président d'AC!! Anticorruption



Le chantier d'extension du terminal 2 de l'aéroport. CVAE: DOBERGV

a aussi porté plainte pour faux et usage de faux, estimant que « la production du rapport est biaisée, ignorant volontairement des éléments factuels contraires ». Et aussi pour détournement de procédure publique, estimant qu'il y a eu « manipulation du processus d'enquête publique au profit du porteur de projet ».

Elle dit avoir « fait son travail »

Autant de plaintes qui enchanterent les opposants du chantier. Réunis sous la bannière de l'Alliance écologique et sociale O6, ils se disent indignés. « L'ex-patron de cette commissaire n'est autre que Christian Estrosi, qui soutient fortement et officiellement le projet d'extension, relate l'un des porte-parole, le militant écologiste Airy Chrétien. Aujourd'hui, elle travaille pour le Comité du conseil départemental, qui ne cache pas non plus sa grande proximité avec les intérêts, économiques, touristiques, de l'aéroport. Ses employeurs ont choisi le camp de l'aéroport, comment pourrait-elle échapper à ces pressions internes ? »

La commissaire enquêtrice se défend farouchement de ces accusations. Contactée, elle assure avoir « rigoureusement fait [son] travail, en toute indépendance ».

Comment expliquer cette nomination, en novembre 2024, par le tribunal administratif de

Nice ? Un an plus tôt, la cour administrative d'appel de Marseille avait ordonné qu'une nouvelle étude d'impact soit réalisée par l'aéroport dans un délai de 12 mois. Une première enquête publique réalisée en 2019 avait été jugée insuffisante. À cette époque, déjà, Fanny Azan-Bruhlet était en charge de la procédure.

« Première cible des critiques »

« La désignation d'un commissaire enquêteur est toujours effectuée sur la base d'une liste départementale d'aptitude en s'assurant que ce dernier n'a aucun intérêt à l'opération. Soit à titre personnel, soit en raison de ses fonctions, pour garantir [son] indépendance vis-à-vis du maître d'ouvrage, de l'administration et du public », pointe la communication du tribunal administratif de Nice, dont la présidente a nommé Fanny Azan-Bruhlet. Avant de rappeler qu'un « projet de cette nature a nécessairement des opposants, de sorte que l'impartialité du commissaire enquêteur est parfois la première cible des critiques ».

De son côté, le Département explique que c'est « à l'agent commissaire enquêteur qu'incombe la responsabilité d'accepter ou non des missions proposées par le tribunal. »

1. Cf son profil LinkedIn : responsable de projet, développement territorial, logement, aménagement du territoire.

31 mars 2025 : #ancienpresidentRégionGrandEst : L'association Anti-Corruption vient de déposer un complément de plainte auprès du Parquet National Financier concernant l'ancien président de la région Grand Est...AC!! Anti-Corruption suit ce dossier de très près !

[Plainte au PNF](#)

31 mars 2025 : #Nestlé : AC reconnue à victime par le tribunal de l' environnement de Nancy, **AC a besoin de votre aide pour financer les frais de justice.**

Participez à notre campagne Pour Nestlé Waters "l'eau c'est la vie" ou c'est plutôt le profit ? :

[Pour nestlé "l'eau c'est la vie" ou c'est le profit ?](#)



Ci-joint document à envoyer avec votre don. Un grand merci à vous .

NOM : _____
PRENOM : _____
ADRESSE : _____

EMAIL : _____ N° ADHERENT _____
TEL : _____

DON 20 € 50 € 100 € 200 € +

Chèque / Espèces / Virement

Vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu quand vous faites un don et lorsque vous versez votre cotisation annuelle.

Pour recevoir le reçu fiscal envoyez votre demande par mail à SG-ac-anticorruption@proton.me

Date : _____ Signature : _____

- Etablir le chèque à l'ordre de : AC !! Association Anti-Corruption
- Par virement BANQUES POPULAIRES/METZ
IBAN FR76 1470 7000 2832 9212 8234 264 BIC CCBPFRPPMTZ
- Envoyer le bulletin par courrier à : AC !! Association Anti-Corruption 6 rue du Lieutenant Marot 54700 Sainte Geneviève et par mail à SG-ac-anticorruption@proton.me

Vous pouvez aussi nous suivre sur X ([Twitter](#)) et sur [Facebook](#).

Remerciements chaleureux aux bénévoles

Avril 2025 © par AC !! Anticorruption